

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520  
83070 Toulon

Toulon, le 15/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS ETS ALAIN SIMON**

368 Route de Draguignan  
BP 26  
83780 Flayosc

Références : [référence à compléter](#)  
Code AIOT : 0006401998

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2024 dans l'établissement SAS ETS ALAIN SIMON implanté LA TUILIERE DES IMBERTS 83780 Flayosc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS ETS ALAIN SIMON
- LA TUILIERE DES IMBERTS 83780 Flayosc
- Code AIOT : 0006401998
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la Tuilière des Imberts a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2002, à exploiter une carrière à ciel ouvert d'une emprise de 4,55 ha, pour la fabrication de granulats et sables de calcaires dolomitiques sur le territoire de la commune de FLAYOSC pour une durée de 22 ans.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 03/10/2002, article 5	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
3	Approvisionnement des engins	Arrêté ministériel du 22 septembre 1994 article 18.1	/	Demande d'action corrective	6 mois
4	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Demande d'action corrective	1 mois
6	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 03/10/2002, article 8	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prolongation durée d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 24/11/2022, article 3	Sans objet
5	Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions correctives sont demandées à l'exploitant. En cas de non-respect, des suites administratives pourront être proposées à Monsieur le Préfet.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Biodiversité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2002, article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Biodiversité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 13/06/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné}</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>De manière à protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, l'exploitant prend les mesures de réduction suivantes conformément au dossier de porter à connaissance</p>

<p>référéncé "Dossier D_ATDX_2022_07_991" du 31/03/2020 complété le 27/07/2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mesure R1: Réduction des emprises de l'exploitation avec accompagnement et suivi annuel des espèces protégées par un écologue avant et pendant les travaux d'exploitation et mise en défens et balisage des stations et secteurs à éviter.</li> <li>- Mesure R4 : Déplacement d'individus de la petite faune (principalement tortue Hermann) hors zone d'emprise du projet par expert herpétologue accompagné d'un maître chien habilité.</li> <li>- Mesure R5 : mise en place d'une clôture hermétique au passage de tortue d'Hermann avec expert herpétologue.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a bien réalisé les mesures R4 et R5. Pour la mesure R4, un expert herpétologue accompagné d'un maître chien est passé le 08 juin 2023, et aucun individu de la petite faune (principalement tortue Hermann) n'a été détecté.</p> <p>Pour la mesure R5, la clôture hermétique au passage de la tortue d'Hermann a été mise en place. Des visites mensuelles de la clôture sont réalisées par l'exploitant (clôture Hermétique ainsi que clôture qui ceinture le périmètre autorisé du site), qui consigne dans un registre ses constats et les réparations effectuées. La dernière visite date du 15 avril.</p> <p>Le jour de l'inspection, il est constaté le bon état de l'ensemble de la clôture hermétique.</p> <p>Concernant la mesure R1, l'exploitant n'a pas réalisé le suivi annuel 2023.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra sous un mois le rapport de passage de l'écologue.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : Prolongation durée d'autorisation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2022, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Échéance autorisation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'autorisation est accordée jusqu'au 3 octobre 2024. L'exploitation ne pourra pas être poursuivie au-delà de cette date qu'en vertu d'une nouvelle autorisation d'exploiter.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déposé un dossier de renouvellement de son autorisation d'exploiter au mois de mars 2024. L'instruction de ce dossier ne sera pas finalisée à l'échéance de l'arrêté d'autorisation en cours à savoir octobre 2024. Si l'exploitant souhaite une continuité d'exploitation, il devra remettre à l'inspection d'ici à fin juin 2024 un porter à connaissance demandant une prolongation de la durée de l'exploitation afin de permettre la continuité d'activité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Approvisionnement des engins

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 18.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
<b>Constats :</b>  Le site ne dispose pas d'aire étanche. L'approvisionnement des engins est réalisé en bord à bord par une cuve mobile qui vient sur la carrière. Des kits anti pollution sont présents dans les engins et dans l'Algeco présent sur site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit mettre en place une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels ou un dispositif d'efficacité équivalente.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 4 : Registre des déchets sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m <sup>3</sup> ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et

<p>l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</p> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <p>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A ce jour, du fait que l'entretien des engins n'est pas réalisé sur site et que le site n'accueille pas de déchets inertes extérieurs, les seuls déchets générés sont des DIB en petites quantités et les déchets verts lors des opérations de débroussaillage.</p> <p>L'exploitant ne tient pas de registre des déchets sortants.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place un registre des déchets sortants conformément à l'article 2 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.</p> <p>Par ailleurs, il est rappelé à l'exploitant que pour tout déchet entrant un registre conforme à l'article 1 de l'arrêté sus-visé doit être mis en place et que par ailleurs dans le cadre de l'activité de recyclage de déchets inertes envisagée, pour les terres relevant des codes déchets 17 05 04 et 20 02 02, l'exploitant devra déclarer ces terres au RNDTS (registre national des terres excavées et des sédiments (<a href="https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr">https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr</a>))</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Trackdéchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets dangereux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de</p>

suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.

Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.

Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.

L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques peuvent être prévues pour le ministère de la Défense dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la Défense.

La tenue du système de gestion des bordereaux de suivi de déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle.

Sont exclues de ces dispositions, les personnes qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets conformément au règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, les ménages, les personnes qui sont admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux.

Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.

II.-Toute personne qui produit des déchets radioactifs, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets radioactifs dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau qui accompagne les déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau.

Toute personne qui émet, reçoit ou complète l'original ou la copie d'un bordereau en conserve une copie pendant trois ans pour les collecteurs et les transporteurs, et pendant cinq ans dans les autres cas.

Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure.

Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en leur adressant copie du bordereau mentionnant le motif du refus, l'expéditeur initial dans le cas

<p>mentionné au deuxième alinéa, l'émetteur du bordereau, ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.</p> <p>Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial, dans le cas prévu au deuxième alinéa, et l'émetteur en leur adressant copie du bordereau indiquant le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de la réception de ceux-ci. Si le traitement est réalisé après ce délai, une nouvelle copie du bordereau est adressée à son émetteur et, le cas échéant, à l'expéditeur initial, dès que le traitement a été effectué.</p> <p>Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu copie du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.</p> <p>Sont exclues de ces dispositions les personnes qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets conformément au règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, ainsi que les ménages.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A ce jour, l'exploitant ne génère pas de déchets dangereux sur la carrière.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Pour rappel, tout déchet dangereux produit doit faire l'objet d'un bordereau de suivi dématérialisé sur la plateforme Trackdéchets (<a href="https://app.trackdechets.beta.gouv.fr/login">https://app.trackdechets.beta.gouv.fr/login</a>).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Rapport annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2002, article 8
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rapport annuel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant adresse avant le 1er avril de chaque année le rapport sur les travaux effectués au cours de l'année précédente et les prévisions en cours.</p> <p>A ce rapport est joint un plan mis à jour de la carrière.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas transmis son rapport annuel d'activité ainsi que le plan topographique à jour.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit fournir les éléments sous un mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois